

Corée: Les travailleurs hospitaliers luttent contre la répression

Les travailleurs de l'hôpital de Sejong, en Corée du Sud, sont en grève après s'être vu refuser la négociation collective et avoir fait l'objet d'une campagne de répression musclée contre leur syndicat, le KHMWU. La direction de l'hôpital a licencié des militants à plein temps du syndicat, coupé l'électricité au bureau syndical et engagé des gorilles qui ont agressé des membres du syndicat et brisé la jambe d'un militant. Hong Kyung-ok, Présidente du KHMWU et membre du Comité Mondial des Femmes à l'ISP, a commencé un sit-out. Le syndicat a besoin de votre soutien! Pour d'autres informations et pour un modèle de lettre à envoyer:

www.world-psi.org/urgentaction

La SFI adopte une norme sur le travail

Un long combat du mouvement syndical international a finalement porté ses fruits: l'organe prêteur de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), a accepté de poser comme condition pour tous ses prêts que certaines normes du travail soient respectées. Les Etats et les entreprises devront s'y plier s'ils veulent obtenir un financement de la SFI. Dans le cadre de la campagne de l'ISP, les affiliés avaient fait pression dans ce sens auprès des gouvernements et des directeurs du Groupe Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. Les nouveaux principes et normes concernant la "durabilité sociale et environnementale" figurent en anglais sur le site de la SFI:

[http://www.ifc.org/ifcext/policyreview.nsf/AttachmentsByTitle/Policy+and+Performance+Standards+FINAL+03-06-06/\\$FILE/Policy+&+Performance+Standards+PUBLIC+FINAL-03-06-06.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/policyreview.nsf/AttachmentsByTitle/Policy+and+Performance+Standards+FINAL+03-06-06/$FILE/Policy+&+Performance+Standards+PUBLIC+FINAL-03-06-06.pdf)

Directive européenne sur les services

Le texte provisoire de la Directive Services du Parlement européen a été adopté le 16 février. La Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) a estimé que ce vote témoignait d'un "net progrès", surtout dans l'optique des secteurs de la santé et des services sociaux. Le but est maintenant d'exclure sans ambiguïté tous les services publics du champ d'application de la directive. Les syndicats du secteur public européen sont priés de contacter leurs gouvernements pour demander cette exclusion. Deux points sont importants:

- Demander que tous les services publics (services d'intérêt économique général dans le jargon de l'UE) soient exclus du champ d'application de la directive.
- Veiller à ce que les secteurs déjà exclus par le Parlement européen (services sociaux, santé, transports...) ne soient pas réintroduits par le Conseil des Ministres.

Pour lire le texte provisoire, suivez ce lien:

http://www.europarl.eu.int/omk/sipade3?SAME_LEVEL=1&LEVEL=0&NAV=X&DETAIL=&PUBREF=/EP//TEXT+TA+P6-TA-2006-0061+0+DOC+XML+V0//FR

La FSESP a recensé les principaux risques que recèle encore la directive: www.epsu.org/a/1850.

Mirages dans le secteur de l'eau

A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, l'ISP a publié, en collaboration avec le Mouvement pour le Développement Mondial et la PSIRU, une étude (disponible actuellement en anglais et en espagnol) intitulée Pipe Dreams : The failure of the private sector to invest in water services in developing countries (Mirages dans le secteur de l'eau : l'échec des investissements privés dans les services d'eau des pays en développement). Ce rapport présente une évaluation des investissements effectifs réalisés en Afrique subsaharienne, Asie du Sud et Asie orientale, ainsi que des études de cas et des données financières pertinentes. Voir www.world-psi.org.

Les travailleurs américains de la Défense obtiennent une décision contre les lois anti-négociation

La Fédération américaine des employés du gouvernement (AFGE) et la Coalition des travailleurs du Ministère de la Défense, qui représentent plus de 700 000 travailleurs dans ce ministère, ont remporté une victoire judiciaire importante contre le nouveau "National Security Personnel System" (NSPS) instauré par le Président Bush. Le 27 février, Emmett Sullivan, Juge de Tribunal de district fédéral, a décidé que le nouveau système "ne suffit pas à assurer les droits les plus élémentaires de négociation collective". Selon un porte-parole du syndicat, cette décision confirme que le NSPS "est une tentative de saper profondément les droits de plus de 700 000 travailleurs civils... [Ce système] est un avant-goût de ce que la Maison Blanche voudrait instaurer pour les travailleurs du secteur privé comme du secteur public." Le ministère de la Défense n'a pas encore dit s'il ferait appel de la décision de Sullivan.

Anti-privatisation, anti-Thaskin

En Thaïlande, les syndicats de l'énergie et de l'eau luttent depuis 2003 contre la privatisation du réseau électrique. En février dernier, ils ont créé l'Alliance du Peuple pour la Démocratie (PAD). Ils ont élargi leur campagne anti-privatisation et prié Thaskin, Premier Ministre corrompu, de démissionner. Moins d'une année après son élection à une forte majorité, le voilà contraint par les syndicats d'organiser de nouvelles élections. La PAD a organisé plus de 1 000 rassemblements publics où sont venus des centaines de milliers de manifestants et a appelé à la grève générale si le Premier Ministre ne démissionnait pas. L'ISP suit ces événements de près. Vous trouverez plus loin d'autres informations concernant les droits syndicaux en Thaïlande.

Au-delà du marché: l'avenir des services publics

L'Institut transnational a publié son "Public Services Yearbook 2005/6" en anglais et en espagnol. "Beyond the Market, the future of public services" a été écrit en collaboration avec le Bureau de recherche internationale sur les services publics (PSIRU) et est divisé en quatre sections: concepts et problèmes; tendances par secteurs; rapports nationaux; acteurs sociaux et entreprises. Ces annales contiennent, entre autres, des chapitres de John Lister, du Prayas Energy Group (Inde) et de Dave Hall, du PSIRU. La préface a été écrite par Susan George. Elle résume ainsi le message du livre: "Ces annales ne sont pas juste une compilation d'articles - si importants et excellents soient-ils. Elles sont aussi un appel aux armes. De nombreux chapitres prouvent que la privatisation n'est pas une fatalité; que nous pouvons et devons réagir pour préserver et revendiquer notre héritage de services publics. Il est clair que le monde ne réussira jamais à réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire de l'ONU sans des services publics solides et universellement répartis." Voir www.tni.org.

Nouveau Conseil des droits de l'homme à l'ONU

Le 15 mars, l'Assemblée générale de l'ONU a voté la constitution d'un nouveau Conseil des droits de l'homme pour remplacer la Commission des droits de l'homme. Ce conseil sera le principal forum des Nations Unies pour le dialogue et la coopération en la matière. Il sera chargé d'aider les Etats membres à respecter les droits de l'homme et à remplir cette obligation par le dialogue, l'assistance technique et en créant des capacités. Le Conseil fera aussi des recommandations à l'Assemblée générale pour développer le droit international de la personne humaine. L'élection des premiers membres de ce conseil est prévue pour le 9 mai, et sa première réunion pour le 19 juin. Pour davantage d'informations: www.un.org/french.

Au travail, quels droits?

Après sa mémorable tournée 2005, le bus orange Your Rights At Work va prendre en mai la route des Nouvelles-Galles-du-Sud, Australie. Ce bus rend visite à des communautés régionales et locales dans tout l'Etat, portant au cœur du public des questions de droit du travail. L'an dernier, 29 groupes de base ont ainsi été formés dans tout le pays par des militants locaux en campagne contre les nouvelles lois du travail du gouvernement. La tournée de cette année suivra un itinéraire élargi, sillonnant l'Etat de la fin mai au début juillet

et atteignant davantage de centres régionaux. Voir <http://www.rightsatwork.com.au/>.

Privatisation du NHS: la mort ou l'invalidité

Deux incidents récents mettent en évidence les effets désastreux de la privatisation sur le service national de santé (NHS) du Royaume-Uni. En février, le ministère de la Santé a transféré à quatre entreprises privées le service qui fournit des réserves d'oxygène aux malades à domicile. On rapporte qu'une femme est morte chez elle asphyxiée parce qu'un fournisseur privé lui avait livré son oxygène trop tard. Et maintenant, on apprend que les hôpitaux du NHS doivent réparer les dégâts causés par des opérations bâclées sur des personnes qui avaient été envoyées dans des centre privés pour des prothèses de la hanche et du genou plutôt que de rester sur liste d'attente. Les cas les plus faciles ont été envoyés dans des "Centres de traitement du secteur indépendant" (ISTC), mais on a constaté une augmentation inquiétante du nombre de problèmes dus à des opérations mal pratiquées - prothèses mal placées, erreurs techniques, infections lors du remplacement d'articulations. La privatisation n'est pas bonne pour la santé. Voir www.keepournhspublic.com.

Privatisation des télécommunications: la Zambie résiste aux pressions

La Zambie se bat depuis plusieurs années contre le FMI et la Banque mondiale pour conserver les quelques entreprises d'Etat qui ont échappé à la vague de privatisations des années 1990. Les IFI appellent à ce que le réseau téléphonique, qui est monopole d'Etat, soit géré par le secteur privé pour plus de rentabilité. Mais le ministre des Finances zambien a déclaré qu'il résisterait à la pression des IFI et allait plutôt gérer le service des communications (Zamtel) sur des bases commerciales, peut-être avec un actionnaire minoritaire. Il semble que Zamtel ait investi \$38 millions l'an dernier pour étendre son réseau de 30 000 abonnés à 130 000 à la fin de l'année. Voir <http://www.busrep.co.za/index.php?fArticleId=3127152>

Ils disent non à la privatisation

Plus de 75 dirigeants syndicaux et militants de six pays se sont réunis à Ottawa du 14 au 16 mars pour créer des alliances et développer un agenda coordonné contre la privatisation des services publics. Des syndicalistes du Belize, du Canada, de Norvège, d'Afrique du Sud, des Etats-Unis et du Royaume-Uni ont assisté à cette conférence où ils ont pu se concerter en forum, évaluer les dernières campagnes contre la privatisation et coordonner leur programme syndical de lutte pour des services publics de qualité. Voir www.nupge.ca.

Beau temps pour les "corsaires"

Malgré une résistance populaire croissante, 2005 a été une année exceptionnelle pour ceux qu'on appelle en anglais les "privateers" (corsaires). Dans toute l'Europe, le volume des privatisations a dépassé \$ 100 milliards pour la première fois depuis 2000, l'année de tous les records. Le bilan des dessaisissements européens a été de 75 grosses privatisations, valant €67,7 milliards, à peine moins que le record de l'an 2000. Ce résultat est dû en grande partie à la France : d'une part, elle est responsable de près de la moitié de ce total avec l'offre publique initiale d'Electricité de France, d'autre part, elle a réalisé la plus grosse vente accélérée à un investisseur, celle de France Telecom, et enfin elle a effectué trois des plus grosses ventes privées en se dessaisissant complètement de son secteur autoroutier. Ce qui reste aux mains des gouvernements européens vaut €295 milliards, dont plus de €3 milliards pour la France (l'Italie arrive ensuite avec €31,6 milliards - quant aux nouveaux pays d'Europe, leurs enjeux les plus élevés sont ceux de la Pologne - €1,81 milliards - et de la République tchèque - €0,37 milliards. Pour davantage d'informations, voir la Newsletter du Privatization Barometer www.privatizationbarometer.net/newsletter

Droits syndicaux en Thaïlande

Le Bureau américain de la Démocratie, des Droits de l'Homme et du Travail a publié un rapport très complet sur les droits humains et les droits syndicaux en Thaïlande. Il rapporte toute une série de violations, notamment

- décès arbitraires et illégaux dus aux forces de l'ordre, mais aussi à des insurgés, ainsi que décès en

- détention policière
- torture et usage excessif de la force par la police
- arrestations arbitraires et détention prolongée sans inculpation
- immunité malgré des violations des droits de l'homme
- corruption endémique
- protection insuffisante des droits des travailleurs
- travail forcé et travail des enfants
- mauvais traitements sur des travailleurs étrangers migrants.

Lisez le rapport complet (en anglais): <http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2005/61628.htm>

Ressources documentaires

Les syndicats des services publics de la santé et de l'administration qui ont affaire à des "initiatives" de leur gouvernement pour confier des services au secteur privé peuvent consulter l'excellente documentation en ligne d'Unison (en anglais): <http://www.unison.org.uk/pfi/index.asp>. Ces pages comprennent des rapports et des documents détaillés sur la désastreuse Initiative de financement privé (PFI en anglais) et sur les Partenariats Public-Privé du Royaume-Uni. La Banque de ressources de l'ISP (www.world-psi.org/banque) contient d'autres informations (en anglais) (cliquez sur le bouton "Privatisation").

Les femmes représentées au niveau mondial

A la 50ème session de la Commission sur la condition de la femme de l'ONU (CCF), qui s'est tenue du 27 février au 10 mars à New York, l'ISP a été représentée par Gloria Mills, d'Unison UK, Présidente du Comité régional des femmes à l'ISP et Présidente du TUC (centrale syndicale britannique); par Junéia Batista, FETAM Brésil, Présidente du Comité régional interaméricain des femmes de l'ISP; et par Nora Wintour, Responsable de l'égalité et des droits à l'ISP. L'ISP, la CISL, l'EI et l'ITF, ainsi que la WICEJ (Coalition internationale des femmes pour la justice économique) ont organisé un débat sur les travailleuses migrantes et demandé que l'on intègre dans les conclusions des explications sur le rôle des services publics de qualité dans la promotion de l'égalité des sexes. Pour davantage d'informations sur cette réunion et pour un lien vers le site de la CCF: www.world-psi.org/genres.

Prix Silver Rose 2006

Chaque année, Solidar organise les Silver Rose Awards pour récompenser les actions de particuliers et d'organisations qui dans le monde ont apporté une contribution exceptionnelle à la justice sociale. Ces prix sont décernés en deux catégories - l'une pour une organisation ou un particulier travaillant au sein des 25 pays membres de l'Union Européenne, et l'autre pour une organisation ou un particulier travaillant dans un pays extra-européen. Si vous désirez nominer quelqu'un ou une organisation, vous pouvez télécharger le formulaire sur www.solidar.org .

Journée mondiale de commémoration des travailleurs tués ou blessés au travail

Le 28 avril est la journée mondiale des travailleurs tués ou blessés au travail. C'est l'occasion de dénoncer les effets de formes de travail et de production qui sont insoutenables. Le slogan pour le 28 avril de cette année est "Des lieux de travail syndiqués - des lieux de travail sains", et les thèmes choisis sont: l'amiante, avec la campagne "Supprimer l'amiante" du groupement Global Unions; le VIH/sida - ses implications sur le lieu de travail et les programmes prévus pour le combattre; et les conventions et instruments de l'OIT concernant la santé et la sécurité au travail, notamment dans les transitions d'emploi. Les syndicats peuvent profiter de l'occasion pour sensibiliser de larges pans du public à des questions de santé et de sécurité qui nous concernent tous. La CISL a publié des directives pour les syndicats: http://www.global-unions.org/pdf//ohsewpH_3e.FR.pdf.

Femmes et hommes en Europe

Les Européennes vivent six ans de plus que les Européens et sont plus instruites. Eurostat, l'office des statistiques de la Commission européenne, a publié deux études comparatives sur la vie des femmes et des hommes en Europe. Ces statistiques montrent qu'en 2005, les femmes ont été plus nombreuses que les hommes à terminer au moins le cycle supérieur de l'enseignement secondaire (80% de femmes pour 75% d'hommes). Les chômeuses ont été plus nombreuses que les chômeurs, mais les femmes travaillent un plus grand nombre d'heures. Les femmes passent davantage de temps à des activités ménagères, mais les activités de loisirs sont réparties de la même manière pour les deux sexes. Voir <http://epp.eurostat.ec.eu.int/>

Nouvelles pages consacrées à la santé sur le site Internet de l'ISP

Le site Internet de l'ISP s'enrichit de nouvelles pages sur la santé, qui traitent notamment du VIH/SIDA, de la sécurité au travail, de la réforme du système de santé et des soins. Un lien renvoie vers la page consacrée à la migration et aux travailleuses de la santé. Voir www.world-psi.org/sante. Merci d'envoyer vos commentaires éventuels à l'adresse communications@world-psi.org.

La photothèque de l'ISP

Avez-vous de bonnes photos d'employé-e-s des services publics à leur travail? L'ISP s'y intéresse. Nous sommes en train de constituer une photothèque en ligne, pour que tous les affiliés et les bureaux régionaux de l'ISP puissent la consulter. Les photos doivent être de bonne qualité (haute résolution) et libres de droits d'auteur. Merci d'envoyer vos photos à communications@world-psi.org.

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant « unsubscribe » dans votre message. Si, par contre, vous souhaitez le recevoir en anglais, espagnol, japonais ou russe, contactez-nous !
